

8 MARS GRÈVE FÉMINISTE !



Maison
des peuples
et de la paix

MANIFESTATION ANGOULÈME

Départ à 14h00

PLACE LOUVEL



Le 8 mars, ce n'est ni la fête des mères, ni la fête des femmes, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Nous appelons à la grève féministe en solidarité avec nos sœurs du monde entier, notamment iraniennes, afghanes et kurdes qui subissent une remise en cause de leurs droits fondamentaux et qui payent parfois de leur vie leur résistance acharnée à l'oppression. Nous soutenons nos sœurs ukrainiennes confrontées à une guerre cruelle et meurtrière dont un grand nombre vit en exil ou ont à affronter la peur des bombardements et les exactions des soldats russes. Nous soutenons nos sœurs féministes russes qui manifestent contre ces menées militaristes au prix souvent de leur liberté.

Nous appelons à la grève féministe pour gagner l'égalité au travail et dans nos vies, pour garantir notre indépendance économique.

En France, le gouvernement s'attaque de nouveau et frontalement aux femmes avec une réforme des retraites, qui va les percuter de plein fouet. Au cœur de la lutte contre cette réforme, le 8 mars est l'occasion de mettre sur le devant de la scène la situation et les revendications des femmes et d'amplifier la mobilisation. Le 8 mars 2020 a été la dernière manifestation avant l'enterrement de la réforme des retraites à points ! Faisons du 8 mars 2023 celui du retrait de la nouvelle réforme de régression sociale majeure.

Ensemble, nous gagnerons !

Une réforme sexiste

Aujourd'hui, les femmes ont une pension de droit direct inférieure de 40 % à celle des hommes (-60 % pour les femmes cadres !) et elles sont plus nombreuses à partir à 67 ans.

Au lieu de résoudre ces inégalités, la réforme va encore plus défavoriser les femmes :

- L'allongement de la durée de cotisation pénalise encore plus les femmes, qui ont des carrières plus courtes du fait des enfants. Aujourd'hui déjà 40 % des femmes partent à la retraite avec une pension amputée car elles n'ont pas validé toutes leurs annuités. Qu'est ce que ce serait après la réforme !
- Le report de l'âge de départ neutralise l'apport des majorations pour enfants : les 120 000 femmes qui partent chaque année à 62 ans grâce à leurs majorations devraient désormais attendre 64 ans !
- Le minimum de pension à 1200 € est conditionné à une carrière complète travaillée à temps plein rémunérée au SMIC, trois conditions excluant pour les femmes qui seraient 40 % à toucher une pension inférieure à 1200 €

- L'impact de la pension de réversion grâce à laquelle les inégalités de pension passent de 40 % à 28 %, va progressivement se réduire. En effet, elle reste limitée aux couples mariés, une condition de moins en moins remplie par les nouvelles générations. Il faut au contraire l'ouvrir aux couples pacés !

L'égalité salariale, la solution

Les femmes gagnent en moyenne 28 % de moins que les hommes. L'égalité salariale permettrait d'augmenter de 20 % les pensions des femmes tout en dégagant près de 6 milliards de ressources supplémentaires. Il s'agit d'un chiffre à minima, ne prenant en compte que la retraite de base des salariés du privé. En incluant les fonctionnaires, les régimes spéciaux et les retraites complémentaires Agirc-Arrco, l'égalité salariale permettrait de financer l'ensemble du déficit invoqué par le gouvernement pour justifier sa réforme.

L'égalité salariale : une question de courage face au blocage du patronat

- Sanctionner les entreprises qui discriminent
- Revaloriser les métiers féminisés, qui, à qualifications équivalentes, sont moins bien payés que les métiers masculinisés
- Mettre fin au plafond de verre et aux discriminations de carrière qui pénalisent les femmes en intégrant dans les bilans sociaux un indicateur de suivi obligatoire des déroulements de carrière
- Mettre en place un service public d'accueil de la petite enfance et de prise en charge des personnes dépendantes pour socialiser les tâches domestiques
- Réduire le temps de travail et mettre fin au présentisme pour permettre à toutes et tous d'exercer des responsabilités professionnelles tout en ayant une vie de famille, personnes en situation de handicap, nous subissons d'autant plus les violences sexistes, y compris sexuelles, qu'elles soient privées, institutionnelles, médicales, ou économiques. Nous ne voulons plus être invisibles, privées de nos droits à l'auto-détermination, à l'éducation, à l'autonomie, à l'emploi, aux soins, et à la procréation pour celles souhaitant devenir mère. Nous voulons notre indépendance économique, l'accessibilité universelle de l'ensemble de l'espace public, des logements, des écoles et lieux de formations, professionnels ou de loisirs.

Travailleuses sans papier, nous voulons être déclarées et pouvoir cotiser. Pas question, comme le fait le projet de loi asile immigration, de donner les pleins pouvoirs aux patrons pour décider de notre régularisation !

Privées d'emploi, nous ne voulons pas que la durée de notre indemnisation, comme le prévoit désormais la loi, dépende des aléas de la conjoncture économique.

Nous refusons de subir les effets du projet de loi sur le logement Kasbarian-Bergé actuellement en discussion qui criminalise les locataires et occupantes précaires mises dans l'illégalité en accélérant les mises à la rue, précarisant encore davantage celles qui subissent des violences et des inégalités.

Nous appelons à la grève féministe pour défendre le droit à l'avortement toujours menacé ou criminalisé dans le monde. En France, ce droit doit être inscrit dans la Constitution ! Il doit aussi être effectif sur l'ensemble du territoire avec le maintien et la réouverture de maternités et hôpitaux de proximité.

#MeToo a mis en lumière que les violences contre les femmes et les filles étaient partout. Nous voulons enfin en tous lieux être respectées et 2 milliards pour l'accompagnement des victimes, la mise en œuvre des politiques de prévention pour assurer la fin des violences sexistes et sexuelles. Nous en avons assez de l'impunité des agresseurs ! Nous voulons une réelle solidarité avec les victimes ! Nous voulons que les lois existantes soient complétées et appliquées !

Nous voulons avoir les moyens de faire nos choix de vie et de vivre librement notre orientation sexuelle et nos identités. Nous voulons mettre fin aux attaques et discriminations misogynes, racistes et LGBTQIaphobes.

Nous appelons à la grève féministe pour les lesbiennes qui n'ont toujours pas le même accès à la PMA que les couples hétérosexuels.

Nous appelons à la grève féministe pour les hommes trans qui seront invisibilisés et précarisés par la formulation de la proposition de constitutionnalisation de l'IVG. Pour les personnes trans qui n'ont aucun droits reproductifs en France, qui ne sont pas autorisés à garder leurs gamètes en changeant d'état civil et pour lesquels la PMA est quasiment inaccessible. Nous appelons à la grève féministe pour les femmes trans qui, à l'intersection de la transphobie et du sexisme, sont doublement exposées à la discrimination à l'embauche, le harcèlement sur le lieu de travail et à la difficulté d'accès au logement. Nous appelons à la grève féministe pour les travailleuses du sexe qui n'ont pour beaucoup d'entre elles pas accès à la retraite et sont mise en danger d'autant plus par les lois contre le proxénétisme de 2016.

Le 8 mars, toustes ensemble, on envahit les rues contre la réforme des retraites, pour l'augmentation des salaires, contre les violences sexistes et sexuelles et en solidarité internationale avec les femmes du monde entier.

Le 8 mars, on arrête tout.es ! Rejoins-nous à Angoulême